L'occupation durable des « archipels » québécois

Gérard Beaudet, urbaniste
Directeur, Institut d'urbanisme

Un grand nombre d'initiatives lancées au cours des trois ou quatre dernières années suggèrent que l'occupation durable du territoire québécois s'articule à une redéfinition de la complémentarité rurale-urbaine. Tout se passe généralement comme s'il s'agissait de réconcilier deux mondes qui ont tantôt fait preuve d'une indifférence réciproque, tantôt campé sur des positions antagonistes.

La réalité est toutefois passablement plus complexe. D'une part, parce que l'occupation du territoire québécois est le résultat de vastes

mouvements de populations (figure 1) qui se sont déployés à différentes époques et selon des modalités, des temporalités, des rythmes et des ampleurs contrastées, engendrant de la sorte des habitats qualitativement différenciés qui transcendent le traditionnel couple rural-urbain. D'autre part, parce que le territoire québécois est aujourd'hui parcouru de trajectoires de mobilité — résidentielle, institutionnelle, industrielle, socioéconomique, etc. — qui reconfigurent de manière parfois inédite cette différenciation qualitative héritée.

Figure 1 Les grands mouvements de population et l'occupation de l'espace au Québec

C'est incidemment ce que révélait, il y a maintenant vingt ans, une étude du Conseil des Affaires sociales (1989) dont les auteurs traçaient le portrait de la géographie d'un Québec scindé en deux. Non pas un Québec urbain d'un côté et un Québec rural de l'autre, mais plutôt un Québec coupé en deux suivant une ligne de faille déparageant les habitats de

ceux qui sortaient gagnants des transformations socioéconomiques en cours depuis plusieurs décennies et les habitats de ceux qui s'en sortaient plus difficilement, voire en étaient les perdants. Une ligne de faille qui se déployait aussi bien à l'intérieur des territoires des villes et des agglomérations qu'au cœur des campagnes.

Une géographie d'archipels

Le sociologue rural français Paul Houée notait, au même moment, une fragmentation tripartite des territoires ruraux de l'Hexagone qu'il résumait de la manière suivante :

Des espaces ruraux se renouvellent ici, se maintiennent là, se décomposent ailleurs, mêlant évolutions tendancielle et réactions imprévisibles, dans une mosaïque étonnamment contrastée (cité par Jean, 1997, p. 104).

Cette mosaïque est depuis assimilée par différents observateurs à des archipels qui organisent, tant en territoires métropolitains qu'en milieux ruraux, les nouvelles distributions de la croissance économique (Veltz, 1997), du développement social et des modes d'habiter. Cette configuration rompt avec celle du modèle radioconcentrique qui subordonne les périphéries à des centralités hiérarchisées et emboîtées et dont la théorie des places centrales, proposée par le géographe allemand Walter Christaller au début des années 1930, reste une des formalisations les plus connues. Claude Manzagol et Gilles Sénécal (1996) rappellent que, si cette théorie semble avoir convenu à la situation québécoise à l'époque où la population était encore majoritairement rurale et relativement peu mobile au quotidien et où un nombre important de relais (villages, bourgs, petites villes) étaient nécessaires pour supporter l'occupation du territoire, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Sans compter que des

villes relativement isolées comme Témiscaming, Shawinigan et Grand-Mère, pour ne retenir que celles-ci, appartiendront, dès le début du siècle dernier, davantage à une « galaxie urbaine » qu'à un système territorial hiérarchisé où chaque ville polarise, à une échelle donnée, une région rurale¹.

La mosaïque évoquée plus haut suggère plutôt une géographie fortement contrastée où des aires de grande prospérité peuvent avoisiner de manière apparemment « durable » des milieux à l'avenir incertain et des espaces d'exclusion, les dynamiques à l'œuvre répondant désormais plus d'arrangements réticulaires (en réseaux) que de contiguïtés spatiales. Comme le souligne l'économiste Laurent Davezies (2008) en prenant à témoin la France, « alors que les inégalités de revenu ont eu tendance à décroître entre nos régions et nos villes, elles ont augmenté à l'échelle fine, c'est-à-dire entre les différentes composantes (communes et quartiers) de nos agglomérations » (p. 13).

**Cette montée en puissance des inégalités
au cours des dernières décennies
s'articule à une nouvelle géographie
économique**

Cette montée en puissance des inégalités au cours des dernières décennies s'articule à une nouvelle géographie économique. Les territoires où la richesse est produite ne sont plus nécessairement ceux où elle est redistribuée et mobilisée, notamment à des fins

de consommation (Veltz, 2004; Davezies, 2008). Le phénomène n'est certes pas totalement inédit. Dans les grandes villes et agglomérations industrielles, la richesse était habituellement produite dans les quartiers ouvriers puis mobilisée dans les beaux quartiers de la bourgeoisie qui y entretenait une économie domestique internalisée dans le périmètre résidentiel et y pratiquait une grande partie de sa consommation ostentatoire, les lieux du tourisme (y compris les centres-villes des capitales et des métropoles) et de la villégiature constituant en quelque sorte des aires de diffusion à distance de cette consommation.

De nos jours, cette redistribution opère cependant à des échelles qui n'ont plus rien à voir avec l'échelle de proximité de l'ère industrielle. Chez les actifs, les espaces de travail, d'habitat et de consommation — de première nécessité aussi bien que réfléchie, culturelle et de loisirs — ont en effet tendance à se dissocier de manière croissante et à se diversifier. Il en est de même chez les retraités qui organisent autrement leur mobilité, notamment en l'articulant parfois à un nouveau lieu de résidence principale. Le transfert public et privé des revenus — toutes sources confondues — peut donc participer à l'enrichissement de territoires qui produisent

peu et à l'appauvrissement de territoires fortement productifs. C'est ainsi qu'un « territoire [peut] être doté d'une " base productive exportatrice " magnifique et dynamique (et avoir un gros PIB) sans pour autant que son revenu, son emploi ou son peuplement en soient entraînés » (Davezies, 2008, p. 56).

C'est en prenant compte de cette dissociation et de l'impact localisé des dépenses de consommation des individus et des ménages que s'est imposé, chez des chercheurs, l'intérêt pour le concept d'économie résidentielle, ou plus précisément, « présenteielle » (Terrier, 2006)². Cette économie s'articulerait à une demande « domestique » pour des biens et des services divers. Hors des villes et des métropoles, cette économie a longtemps été associée à la villégiature. Son caractère élitiste et saisonnier, combiné à sa concentration dans quelques enclaves dispersées sur de vastes territoires, en faisaient cependant un phénomène économique passablement marginal. Il en serait tout autrement aujourd'hui dans la plupart des pays d'Europe de l'Ouest ainsi qu'au Canada et aux États-Unis, où le phénomène a connu un développement considérable au cours des dernières années, notamment en perdant une bonne part de son caractère saisonnier.

Les archipels québécois

Appliquées au Québec, les observations qui précèdent permettent d'identifier trois grands archipels territoriaux se présentant comme suit³. Le premier est celui de la « compétitivité productive » et de la croissance économique. C'est là qu'on trouve l'essentiel des emplois de la nouvelle économie, notamment informationnelle, ainsi que les emplois des secteurs industriels qui ont résisté aux fermetures, délocalisations et autres mutations des dernières décennies. Certaines aires « industrielles » de la région métropolitaine de

Montréal et de Québec, ainsi que des villes de province, dont Sherbrooke et Drummondville, informent cet archipel.

Le deuxième archipel est celui de la « compétitivité résidentielle ». Du côté « urbain », il est composé des quartiers et banlieues résidentiels des agglomérations et des grandes villes. Côté rural, il englobe les campagnes urbaines (Donadieu, 1998), des campagnes littéralement et littérairement inventées (Marié et Viard, 1988),

patrimonialisées, apparentée à un paradis vert (Urbain, 2002). Mais il incorpore aussi et de plus en plus les territoires de villégiature et de tourisme qui attirent de nouveaux résidents mobilisés par les qualités environnementales du lieu, ainsi que par les aménagements et les équipements auxquels ils peuvent accéder. Cet archipel articule de manière inédite le rapport de la ville à la campagne, notamment à la faveur de la « birésidentialité », favorisée par la grande mobilité de ses protagonistes. Les Basses-Laurentides au nord de Montréal, le cœur de Lanaudière, l'arrière-pays de la Montérégie, les régions de Sutton, de Brome-Missisquoi et de Memphrémagog dans les cantons-de-l'Est, la Côte-du-Sud, l'Ouest charlevoisien et, dans une moindre mesure, le Bas-Saint-Laurent constituent les territoires de prédilection de ces trajectoires résidentielles alimentées, pour une bonne part, par l'arrivée à l'âge de la retraite de nombreux *baby boomers*.

Le troisième archipel est celui où persiste une crise de conversion économique, doublée d'une précarisation de l'occupation du territoire. Il est constitué des territoires qui combinent une faible attractivité résidentielle — que ce soit en raison des caractéristiques biogéographiques répulsives, de l'érosion des cadres bâtis et des paysages, de l'atrophie démographique ou de l'éloignement — et une difficulté à préserver, à consolider ou à

reconstruire leur base économique. On y observe des problèmes durables de croissance, voire un déclin économique en apparence irréversible. Cet archipel se compose des quartiers urbains anciens parmi les plus modestes et les plus durement frappés par la désindustrialisation, des campagnes agricoles où prédominent les monocultures extensives et les élevages extensifs et dont les entreprises sont confrontées à l'importance des investissements requis, à leur grande vulnérabilité aux fluctuations des marchés, aux impacts environnementaux sévères et aux arbitrages difficiles entre le droit de produire et les impératifs du développement durables, ainsi que les territoires-ressources affectés par l'épuisement de la ressource, les fluctuations des marchés et les guerres économiques, ainsi qu'à une mécanisation continue des modes d'exploitation au détriment du nombre d'emplois. Une grande partie de la Gaspésie, dont les difficultés économiques remontent aussi loin qu'aux années 1920, et le nord de la région de Lanaudière appartiennent sans conteste à cet archipel. Mais on peut également lui rattacher plusieurs des espaces agricoles de la plaine du Montréal où s'est imposé, au cours des trois dernières décennies, un modèle agricole hautement productiviste, ainsi que des villes et des régions qui pouvaient encore miser, il y a peu, sur leur imposant héritage productif de l'ère industrielle.

Des enjeux et des défis contrastés

Le défi que posent l'occupation du territoire et la complémentarité rurale-urbaine varie considérablement d'un archipel à l'autre. Dans le premier cas, il s'agit de maintenir, voire de renforcer la capacité à s'adapter à la compétition dans un univers économique sans frontière. Mais il s'agit aussi de combattre le découplage entre la richesse produite (révélée par le PIB) et le revenu d'une part croissante de ceux qui la produisent, un paradoxe auquel

échappent peu de grandes villes du monde industriel avancé.

Le défi que posent l'occupation du territoire et la complémentarité rurale-urbaine varie considérablement d'un archipel à l'autre

Quant à la complémentarité rurale-urbaine, on reconnaîtra qu'elle opère ici à une échelle

macro, dans la mesure où elle articule entre eux les deux premiers archipels, celui de l'économie « présenteielle » (déployé, pour une bonne part, dans des campagnes proches des agglomérations) étant alimenté par celui de l'économie « productive ». Mais elle articule aussi l'archipel de l'économie « productive » et le dernier, ne serait-ce que parce qu'elle permet, via la fiscalité des individus et des entreprises, les transferts publics — et notamment ceux qui sont associés aux services publics régionalisés — qui dynamisent une part significative de l'économie locale.

Le deuxième archipel pose d'emblée le problème de la patrimonialisation des cadres bâtis ruraux et des paysages dans lesquels ils s'insèrent et du refus corollaire des activités économiques et des usages du sol susceptibles de perturber les attributs des lieux, les cadres de vie de proximité et la quiétude des résidents. En conséquence, les acteurs de l'économie « productive », dont au premier chef les agriculteurs, y sont souvent confrontés aux attentes et préoccupations des acteurs de l'économie « présenteielle ». Si le déclin de l'agriculture inquiète, ce n'est donc pas tant pour des raisons économiques que pour les risques que ce déclin fait courir à la préservation des paysages. En d'autres termes, l'agriculture y est d'autant plus appréciée qu'elle reste discrètement au service des territoires de l'économie « présenteielle ».

La complémentarité rurale urbaine y est surtout vécue sur le mode de la subordination de la ruralité « réelle » à une conception urbaine de celle-ci, y compris en ce qui concerne le rôle que doivent y jouer les villages et les petites villes. L'installation massive de nouveaux résidents engendre parfois des conflits de valeurs entre « ruraux » et « néoruraux », impose de nouvelles obligations et responsabilités aux municipalités en raison d'attentes et de besoins jusqu'à récemment ignorés et précarise la situation d'une partie de la population désormais

confinée dans des emplois mal payés et néanmoins confrontée à une hausse du coût de la vie, en particulier en ce qui concerne l'accès au logement.

Le troisième archipel est celui dont l'avenir est le plus incertain, même si la désertification anticipée à la fin du siècle dernier semble désormais écartée. Le passage de l'exode à la dévitalisation et au dépeuplement constitue à n'en pas douter un « risque de décrochage des périphéries, du glissement de l'inégalité à l'exclusion » (Veltz, 2004, p. 47), puisque « la friche, le non-recyclage, les trajectoires en impasse remplacent les simples inégalités de développement » (Veltz, 1996, p. 56). Si les populations semblent s'accrocher, il n'en demeure pas moins que « certains ruraux ont nettement conscience que [la] pauvreté est le prix à payer pour demeurer dans un cadre de vie rural qui est par ailleurs hautement valorisé » (Jean, 1997, p. 58).

L'espoir mis par certains dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication, au grand dam de ceux qui anticipaient que leur diffusion n'entraîne une uniformisation croissante des territoires et des genres de vie, aura par ailleurs été déçu. Si certains déplorent le maintien de régions éloignées et de plusieurs petites communautés à l'écart des aires de déploiement des réseaux de communication les plus performants, force est de reconnaître que cette conception d'un espace de plus en plus indifférencié grâce aux bienfaits des technologies de communication est une chimère (Bakis, 1993; Offner et Pumain, 1996). Comme le soulignait Luc-Normand Tellier (1996) :

Un des grands paradoxes de l'économie spatiale tient au fait qu'on peut prouver que, dans un espace isotrope idéal, il faut qu'existe un minimum de friction de l'espace pour qu'apparaisse un processus de polarisation. On pourrait donc croire logiquement que le niveau de polarisation

devrait diminuer quand la friction de l'espace diminue. Or, au cours des cent soixante-quinze dernières années (soit, précisément, depuis 1830, année de l'inauguration du premier chemin de fer), la friction de l'espace n'a cessé de diminuer grâce au chemin de fer, à l'automobile, à l'avion, au téléphone et à tant d'autres inventions, et la polarisation n'a pendant la même période, que progressé, les taux d'urbanisation des pays développés passant de 15 à 75 % environ, et même plus (p. 20).

Quant à la complémentarité rurale urbaine, elle semble au mieux être en mesure de limiter une dévitalisation plus marquée. La taille des villes en présence, l'association parfois étroite de leur dynamisme à une économie régionale en difficulté et le déclin déjà engagé de certaines d'entre elles restreignent toutefois les effets d'entraînement qu'on peut leur associer.

Faut-il pour autant abandonner cet archipel à son destin ? Rares sont ceux qui le croient, l'expérience du BAEQ pouvant rappeler, au besoin, ce qu'il en coûte, d'un point de vue social, politique, économique et environnemental, de pratiquer une déprise territoriale, aussi « maîtrisée » soit-elle. Reste qu'un recul du peuplement aux marges de l'écoumène reste plausible, le Québec ayant connu, par le

passé, de tels replis suite à des efforts inconsidérés de colonisation.

Aucune société libérale n'a en effet les moyens et encore moins la légitimité pour forcer des individus à occuper un territoire contre leur gré. Si un retour aux formes d'organisation sociospatiale qui prévalaient encore dans certaines enclaves avant la Seconde Guerre mondiale ne peut être écarté d'entrée de jeu, le caractère folklorique et la fin abrupte de l'expérience du retour à la terre des années 1970 ne permettent cependant guère d'y voir une voie d'avenir durable. Peut-être pourrait-on explorer, pour certains milieux particuliers, la création de parcs de conservation confiés à des métayers qui y pratiqueraient une exploitation patrimoniale des ressources. Ce ne saurait toutefois être, en égard à l'ampleur du défi auquel nous sommes confrontés, une alternative satisfaisante et valable à un indispensable renouvellement des modalités d'occupation du territoire porté par une politique d'aménagement répondant aux impératifs du développement durable. Nous sommes en quelque sorte condamnés à l'innovation.

Aucune société libérale n'a en effet les moyens et encore moins la légitimité pour forcer des individus à occuper un territoire contre leur gré

L'innovation territoriale : pour une géographie active

Depuis quelques années, la mobilisation des potentiels locaux d'initiatives est d'ailleurs à l'ordre du jour de plusieurs collectivités rurales et urbaines confrontées à un avenir incertain. Cette mobilisation est tout à la fois la réponse aux ratés et aux promesses non tenues de la croissance économique et le fruit de la remise en question de la subordination du développement à la croissance, ou du socioculturel à l'économique.

Ainsi, les phénomènes d'appartenance sociale et culturelle, de créativité artistique et intellectuelle sont des dimensions non négligeables du développement et ne peuvent être considérés uniquement comme des bienfaits collatéraux de la croissance économique. Au contraire, si la croissance économique se nourrit des conditions sociales et existentielles, c'est

que leur dynamisme propre a une importance en soi (Moulaert et Nussbaumer, 2008, p. 24-25).

Combinées à une revalorisation du territoire comme *structure active* plutôt que comme *périmètre-réceptacle* des activités ou simple *champs de manœuvre* (Veltz, 1997), les mobilisations ont parfois donné des résultats encourageants. C'est que, comme le souligne Jacques Beauchard (1999), « le lieu résiste, il se redécouvre dans la mobilité comme espace patrimonial, lieu de l'appartenance et de la permanence » (p.65). L'enjeu de l'attractivité environnementale (paysagère, patrimoniale, touristique) serait aujourd'hui plus fondamental que celui de la compétitivité spatiale définie en termes strictement économiques. C'est ce que révèle incidemment l'étude consacrée par David Doloreux et Stève Dionne (2007) à l'expérience de La Pocatière, cette petite ville que rien ne semblait prédestiner à connaître un développement socioéconomique plutôt enviable. Pour réussir, une telle mobilisation doit reposer sur « un maillage réussi entre les acteurs publics et privés, adossés à des *institutions* adéquates, porteurs de *projets* pertinents et mobilisateurs » (Veltz, 2004, p. 11).

Ce modèle de développement local invalide-t-il l'approche davantage centralisée qui prévaut toujours au Québec, malgré les nombreux projets de décentralisation qui se sont succédé au cours des dernières décennies ? Les recherches sur l'innovation sociale et la mobilisation du capital humain, social, écologique et entrepreneurial par les collectivités territoriales (Moulaert et Nussbaumer, 2008) pourraient le suggérer. Celles-ci semblent en effet mieux préparées et équipées pour créer et soutenir « un progrès qualitatif et quantitatif de la production et des échanges, auto entretenu, et qui conduit à une amélioration du bien-être de toutes les couches de la population » (idem, p. 47).

En revanche, d'autres mettent en garde contre une trop grande autonomie territoriale qui contreviendrait à « l'exigence d'équité, que le libre jeu du marché et des dynamiques concurrents des territoires ne sauraient atteindre spontanément et que minent les mécanismes cumulatifs de développement des inégalités territoriales... » (Veltz, 2004, p. 9). Pour Pierre Veltz (2002), « le pire ennemi du développement local est le localisme, le provincialisme » (p. 125).

En revanche, d'autres mettent en garde contre une trop grande autonomie territoriale qui contreviendrait à « l'exigence d'équité »

L'exemple de La Pocatière évoqué plus haut montre d'ailleurs que la constitution du capital social, notamment en ce qui concerne la formation des compétences, la fourniture de certains services et la construction des infrastructures, relèvent pour une part significative d'actions publiques dépendantes de mécanismes redistributifs inscrits dans la durée. Or, de tels mécanismes ne peuvent opérer à l'échelle d'une localité ou d'une région.

Mais cet exemple suggère également que les municipalités de centralité⁴ peuvent constituer le terreau de cette mobilisation de l'innovation. Ici comme dans plusieurs autres pays confrontés à des incertitudes territoriales, les petites villes ont en conséquence un rôle stratégique important à jouer (Laborie, 1993). Elles constituent en quelque sorte un nouvel ancrage de première ligne dans des espaces socioéconomiques dont les horizons et les ancrages traditionnels ont été bouleversés par les mutations économiques et par la mobilité des populations et des activités.

Foyers de résistance à la poursuite du déclin des régions, les municipalités de centralité semblent pouvoir constituer les nouveaux

lieux d'ancrage des rapports de proximité et les pivots d'une échelle optimale d'intervention en vue de la redéfinition de nouvelles modalités d'occupation du territoire.

Il faut toutefois se méfier d'une approche trop inclusive. Les municipalités de centralité se distinguent en effet les unes des autres, tant par leur histoire que par le cadre géographique de leur inscription. Alors que certaines polarisent des domaines agricoles extrêmement performants, d'autres sont aux premières loges d'une déprise agricole difficilement compensée par la montée en puissance de

nouvelles activités ou de nouveaux usages résidentiels. Certaines capitalisent sur le développement récréotouristique régional tandis que d'autres attendent en vain les retombées d'un virage touristique annoncé. Certaines diversifient leur base économique et consolident leur attractivité résidentielle au moment où des municipalités voisines n'y parviennent guère, voire perdent de la population. Autant de cas de figure qui incitent à la prudence, puisque les municipalités de centralité semblent globalement porteuses des singularités des archipels auxquels elles appartiennent.

Un Québec sans métropole ?

La complémentarité rurale urbaine s'articule à des espaces et des préoccupations partagés et déployés à des échelles territoriales variées. En conséquence,

- l'occupation du territoire québécois à la faveur du renouvellement de la complémentarité rurale urbaine ne saurait simplement reconduire les modalités d'occupation héritées des années 1800-1950 et remaniées par l'intervention de l'État dans les années 1960 et 1970;
- elle ne saurait négliger la problématique d'une mobilité qui, tout en étant généralisée, est exercée ou subie de manière socialement inéquitable; il est utile de se rappeler, de ce point de vue, que les « choix » résidentiels sont parfois contraints plus que pleinement assumés et qu'un cadre de vie idéal pour les uns peut être espace d'exclusion pour d'autres;
- elle ne saurait échapper à la nécessité d'une inscription des initiatives à de multiples échelles (du local au global en passant par le régional et le national)

- elle ne saurait finalement et en conséquence faire l'économie d'une reconnaissance de l'importance de Montréal.

Ce dernier énoncé introduit la conclusion de la présente réflexion. Le clivage entre Montréal et le reste du Québec n'est certes pas nouveau. Il se décline sur différents registres depuis l'annonce de la fondation de Ville-Marie par De Maisonneuve. Il n'en reste pas moins que, pour des raisons qu'il serait trop long d'explorer ici, ce clivage s'est accentué depuis les années 1970. Tout se passe comme si la multiplication des études sur le déclin des régions, la publication du rapport Higgins, Martin, Raynauld (1970) visant à faire de Montréal la locomotive économique du Québec et la métropolisation qu'anticipe avec panache Expo 67 confirmaient l'impression que Montréal se développerait au détriment du Québec des régions et, qui plus est, en faisant main basse sur des ressources qui leur seraient autrement destinées. Ce faisant, on ne s'émouvra guère des difficultés que vivait une métropole qu'on était enclin à considérer « au-dessus de ses affaires ».

La balkanisation de la région métropolitaine et de la Ville de Montréal qui a cours depuis l'épisode des fusions-défusions montre, si besoin était, qu'on se méfie toujours d'une métropole forte⁵. Pourtant, le Grand Montréal est une position clé et un acteur de premier plan en regard de l'occupation durable du territoire québécois et de la complémentarité rurale urbaine. D'une part, la région métropolitaine polarise le principal espace d'imbrication villes-campagnes et de complémentarité rurale urbaine « au quotidien » du Québec. On peut en effet estimer à vue d'œil que plus de 4 millions de Québécois répartis sur plus de 8000 km² sont

en effet directement concernés⁶. D'autre part, la région métropolitaine de Montréal chevauche les trois grands archipels identifiés au cœur de la présente réflexion. Finalement, Montréal reste au cœur d'une complémentarité rurale urbaine multiscalaire, même si la représentation offerte par un modèle d'emboîtement urbain hiérarchisé longtemps préconisé ne correspond plus guère à la réalité. Les Québécois sont donc condamnés à se réapproprier et à faire preuve d'imagination pour se réapproprier le pays réel qu'ils ont reçu en héritage et qu'ils devront léguer en s'assurant qu'il soit durablement occupé. ■

Notes et références

- ¹ En Mauricie, les forges du Saint-Maurice et les forges Radnor appartenaient à une telle galaxie, comme le feront, plus tard, Murdochville, en Gaspésie, Gagnon et Shefferville sur la Côte-Nord.
- ² Cette économie reposerait sur les dépenses de consommation effectuées par les résidents permanents et par l'ensemble des autres personnes présentes à un moment ou à un autre, par exemple les touristes et les villégiateurs.
- ³ Cette présentation sommaire ne repose évidemment pas sur une étude exhaustive mais s'appuie davantage sur une connaissance du terrain acquise par presque trente ans de fréquentation des différentes régions du Québec. Elle ne vise donc pas à proposer un découpage et une catégorisation définitifs et incontestables mais plutôt à suggérer, comme tente de la faire l'ensemble du présent texte, la pertinence d'un renouvellement du regard porté sur le territoire.
- ⁴ On dénombre 56 municipalités de centralité au Québec; elles représentent 25 % de la population vivant en milieu rural, soit près de 400 000 habitants en 2001. Les municipalités de centralité ont une taille moyenne de 6 850 habitants.
- ⁵ La réorganisation administrative réalisée par le Gouvernement du Québec à la fin des années 1980 avait déjà entrepris la « déconstruction » de la métropole en rapetissant la région de Montréal à la dimension de l'île éponyme et en conférant à Laval le statut de région et en rattachant les banlieues de la Rive Nord et de la Rive Sud aux régions des Laurentides, de Lanaudière et de la Montérégie.
- ⁶ La Communauté urbaine de Montréal compte environ 3,6 million d'habitants (48 % de la population québécoise) sur un territoire de 4 360 km². L'impact métropolitain se fait évidemment sentir bien au-delà de ce territoire administratif décrété par Québec, comme l'illustre la desserte ferroviaire de Saint-Jérôme par l'Agence métropolitaine de transport.

Bakis, Henry (1993) *Les réseaux et leurs enjeux sociaux*, Presses universitaires de France, Coll. Que sais-je ?

Beauchard, Jacques (1999) *La bataille du territoire*, L'Harmattan.

Conseil des affaires sociales (1989) *Deux Québec dans un. Rapport sur le développement social et démographique*, Gaëtan Morin éditeur.

-
- Davezies, Laurent (2008) *La République et ses territoires; la circulation invisible des richesses*, Seuil.
- Doloreux, David et Stève Dionne (2007) *Évolution d'un système local d'innovation en région rurale; le cas de La Pocatière dans une perspective historique (1827-2005)*, Éditions du GRIDEQ / Éditions du CRDT.
- Donadieu, Pierre (1998) *Campagnes urbaines*, Acte Sud.
- Higgins, Benjamin, Fernand Martin et André Raynauld (1970) *Les orientations du développement économique régional du Québec*, ministère de l'Expansion économique régionale, Ottawa.
- Jean, Bruno (1997) *Territoires d'avenir : pour une sociologie de la ruralité*, Presses de l'Université du Québec.
- Laborie, Jean-Paul (1993) « Les petites villes, chance de l'espace rural », dans Bernard Kayser (dir.) *Naissance de nouvelles campagnes*, L'Aube, p. 37-50.
- Manzagol, Claude et Gilles Sénécal (1996) « La région géographique », dans Parc-Urbain Proulx (dir.) *Le phénomène régional au Québec*, Presses de l'Université du Québec, p. 93-112.
- Marié, Michel et Jean Viard (1988) *La campagne inventée*, Actes Sud.
- Moulaert, Frank et Jacques Nussbaumer (2008) *La logique sociale du développement territorial*, Presses de l'Université du Québec.
- Offner, Jean-Marc et Denise Pumain (1996) *Réseaux et territoires; significations croisées*, L'aube.
- Tellier, Luc-Normand (1996) « Le Québec et ses régions à l'intérieur de la dynamique spatiale de l'économie mondiale », dans Parc-Urbain Proulx (dir.) *Le phénomène régional au Québec*, Presses de l'Université du Québec, p. 9-28.
- Terrier, Christophe (2006) « L'économie présentielle. Un outil de gestion du territoire », *Cahiers Espace*, N° 90.
- Urbain, Jean-Didier (2002) *Paradis verts : désirs de campagne et passions résidentielles*, Payot.
- Veltz, Pierre (2004) *Des lieux et des liens; politiques du territoire à l'heure de la mondialisation*, L'aube.
- Veltz, Pierre (1997) *Mondialisation, villes et territoires; l'économie d'archipel*, Presses universitaires de France.